



La Table ronde RSPO :

une affaire qui ne tourne pas rond

Les monocultures détruisent les forêts tropicales, la base d'existence de la population autochtone. | © *Pain pour le prochain*/Urs Walter

La Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO de son sigle anglais) a été créée il y a près de 15 ans suite aux multiples critiques dont l'industrie de l'huile de palme faisait l'objet. Cette certification désignant une huile de palme soi-disant durable n'est pourtant que de la poudre aux yeux. Bien qu'elle semble prometteuse l'ensemble des règles qui la sous-tendent et auquel les entreprises adhèrent volontairement ne remplit pas ses promesses. Pour faire en sorte que les palmeraies à huile n'empêchent plus les populations sur place de subvenir à leurs besoins, *Action de Carême* et *Pain pour le prochain* nous exhortent à réduire notre consommation d'huile de palme.

Les palmeraies à huile se répandent comme une traînée de poudre dans les pays de la ceinture tropicale. Des centaines de milliers de kilomètres carrés de forêt humide ont déjà été abattus ou sont sur le point de l'être, tandis que des tourbières, elles, sont asséchées et des habitants chassés de leurs terres dans le but de planter des palmiers. Or cette tendance ne fait que s'accroître (cf. fiche d'information « L'huile de palme comme moteur de l'accaparement des terres »). En Suisse aussi, l'huile de palme entre dans la composition d'un produit sur six, selon les informations fournies par les principaux distributeurs au sujet de leurs propres marques (cf. fiche d'information « Tout tourne à l'huile de palme »).

C'est en réaction aux critiques émises par les communautés affectées et aux actions menées partout dans le monde que le

secteur alimentaire et l'industrie de l'huile de palme ont signé des accords fonctionnant sur une base volontaire afin de produire cette huile végétale si précieuse de manière plus durable. Ainsi est née, en 2004, la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO, le sigle anglais de Roundtable on Sustainable Palm Oil), une initiative cofondée par le WWF, la fédération malaisienne de l'huile de palme, la Migros, Unilever et AAK, une multinationale active dans la transformation des huiles végétales, dont le but autoproclamé est de modifier le marché afin de faire de l'huile de palme durable le standard.

A l'heure actuelle, la RSPO compte plus de 1500 membres de plein droit, dont 85% sont des entreprises sises en Europe et aux USA qui sont actives dans le secteur du commerce, de la transformation ou de la vente de produits transformés (ce que

l'on appelle le marché aval). Les 15% restant sont constitués de producteurs d'huile de palme, de banques et d'environ 50 organisations non gouvernementales (ONG). Outre ces membres de plein droit, l'initiative comprend de nombreux membres associés.

La RSPO ne résout aucunement les problèmes

Après une quinzaine d'années d'existence, la RSPO n'a quasiment rien changé aux problèmes fondamentaux qui minent le secteur de l'huile de palme. Les surfaces des palmeraies continuent de grandir à un rythme effréné, avec toutes les conséquences que cela implique. Depuis la fondation de la RSPO, la surface dédiée aux monocultures a augmenté de plus de 50% pour atteindre 19 millions d'hectares (2014). Or, d'après les chiffres de la FAO, l'organisation internationale pour l'alimentation, cette expansion est l'une des principales causes du déboisement des forêts tropicales. Rien qu'en Indonésie, plus de la moitié des forêts abattues l'ont été pour céder la place à des palmiers à huile.

Focalisée avant tout sur la production industrielle d'huile de palme qu'elle essaie d'améliorer, la RSPO n'envisage pas pour l'instant de promouvoir les modes de production diversifiés des petits paysans. L'initiative n'a pas pour ambition de remettre en cause le modèle des monocultures et la croissance frénétique de la branche, une contradiction fondamentale mise en exergue par plus de 250 ONG et organisations paysannes, notamment en Amérique latine, dès 2008: «Un modèle qui promeut le fait de transformer des milieux naturels pour en faire des plantations gigantesques ne peut prétendre être durable». Une constatation corroborée par les recherches empiriques effectuées par l'organisation environnementale suisse PanEco qui a produit de l'huile de palme en Indonésie en se conformant strictement aux critères de la RSPO et aux normes suisses régissant l'agriculture biologique. Sa conclusion? La biodiversité est compromise non seulement dans les plantations elles-mêmes, mais aussi sur les terrains avoisinants. Selon PanEco, il ne peut exister d'huile de palme durable issue de monocultures à grande échelle.

De toute façon, aussi minimales soient-elles, les normes formulées de manière floue par la RSPO ne sont pas observées systématiquement par ses membres. La RSPO a beau insister sur la notion de «responsabilité» évoquée à de multiples reprises, elle ne prévoit ni obligations, ni sanctions effectives en cas de non-respect de ses règles. Qui plus est, ses adhérents ne sont pas obligés de passer à une production voire à une consommation exclusive d'huile de palme certifiée. Il leur suffit d'afficher leurs objectifs, mais finalement peu importe qu'ils les atteignent ou non puisque cela ne prête pas à conséquence.

C'est ainsi que ces entreprises profitent de la possibilité de faire certifier leurs plantations là où elles peuvent sans peine atteindre leurs objectifs, tandis que dans d'autres régions, elles continuent de produire et de croître sans certification de la RSPO. Par ailleurs, les fabricants de biens de consommation et les

distributeurs fournissent de l'huile de palme certifiée RSPO aux marchés européens et américains, c'est-à-dire là où les consommateurs et les citoyens ont des exigences plus strictes en matière de durabilité. L'offre d'huile de palme certifiée – près d'un cinquième de l'huile de palme produite dans le monde dispose d'une certification de la RSPO – dépasse actuellement la demande essentiellement du fait que les membres de l'initiative ne sont pas obligés d'acheter de l'huile de palme certifiée.

L'accaparement des terres, un phénomène passé sous silence Les critères de la RSPO ne tiennent pas compte de l'une des conséquences les plus délétères de la production d'huile de palme, à savoir l'accaparement des terres. Sa réglementation mentionne certes des principes tels que «la prise en compte responsable des employés, tout comme des individus et des communautés affectés» ou encore «la mise en valeur responsable de toute nouvelle surface à cultiver», mais ces vagues formules laissent à ses membres une marge de manœuvre considérable. Les nombreux conflits fonciers et les multiples cas de non-respect des droits humains relevés ont mis en évidence que beaucoup de ces entreprises interprètent les critères de la RSPO à leur propre avantage.

Il ressort des recherches effectuées par les organisations partenaires de *Pain pour le prochain* concernant des palmeraies certifiées par la RSPO en Indonésie ou au Libéria que rares sont les cas où les populations locales et les communautés autochtones ont été intégrées au processus de prise de décision ou au stade



Gasah Tedong montre la carte avec les plantations où l'on déforeste sans considération. Lorsque des entreprises, avec ou sans certification RSPO, implantent des palmeraies, leur manière de faire n'est guère différente, même en Malaisie. | ©Pain pour le prochain/Miges Baumann

de planification par les entreprises et par les autorités. Elles ont même parfois été expropriées avec violence (cf. fiche d'information « L'Indonésie, premier producteur mondial d'huile de palme »), le droit à leurs terres ancestrales, pourtant internationalement reconnu, étant bafoué ou sacrifié sur l'autel de la corruption.

Un coup d'œil jeté aux statistiques du mécanisme de plainte de la RSPO montre que ses membres sont impliqués dans divers conflits. Le non-respect du droit des populations affectées à être consultées (« free, prior and informed consent ») constitue le motif de plainte le plus fréquent, mais on trouve aussi des plaintes pour violation de l'obligation de protéger des zones dignes de conservation. L'existence-même d'un tel mécanisme est en soi louable, mais, constitué de membres de la RSPO, cet organe interne ne peut être considéré comme indépendant. Dans bien des cas, « le règlement des différends » se résume à une compensation financière sans restitution des terres, ni préservation des forêts ou des zones dignes de conservation. D'ailleurs, selon les aveux de la RSPO, la plupart des plaintes restent pendantes.

Réduire notre consommation plutôt que prétendre à une fausse durabilité

Pour *Action de Carême* et *Pain pour le prochain*, la Table ronde pour une huile de palme durable, c'est de la poudre aux yeux. Afin d'endiguer l'expansion des plantations dédiées exclusivement au palmier à huile, il nous faut tout simplement réduire notre consommation d'huile de palme. Tous ces beaux discours à propos de la soi-disant durabilité de l'huile de palme certifiée masquent l'ampleur d'un problème qui ne fait que s'aggraver. Tant que la RSPO ne fera rien pour freiner cette croissance à tout crin, elle ne changera rien aux causes des problèmes engendrés par l'huile de palme. A cet égard, une décision prise en novembre 2015 par l'Assemblée générale de la RSPO nous montre bien la direction que suit l'initiative. En effet, dans sa résolution 6c, cet organe interdit à ses membres de promouvoir leurs produits sans huile de palme comme étant écologiquement ou socialement plus durables que les produits contenant de l'huile de palme certifiée par la RSPO.

Les quatre niveaux de certification de la RSPO

La norme RSPO est constituée de quatre degrés différents. La majorité des distributeurs et des transformateurs suisses optent pour la norme **RSPO Segregated**, le deuxième degré le plus strict de certification par la RSPO (Migros : 61,4%, Coop : 80%, Aldi : 32,2%), qui implique que les flux de matières premières, huile de palme certifiée d'une part et huile conventionnelle de l'autre, soient séparés depuis la palmeraie jusqu'au produit fini de tout transformateur et tout distributeur. La norme **Identity Preserved** constitue le niveau de certification le plus strict (Migros : 0%, Coop : 3,5%). L'huile de palme d'une palmeraie certifiée doit alors être isolée tout au long de la chaîne d'approvisionnement et son origine doit pouvoir être tracée. **RSPO Green Palm** constitue un simple système d'échange de certificats (Migros : 36,5%, Coop : 9,8%, Aldi : 0%) : au lieu de recourir à de l'huile de palme de plantations certifiées, on procède à une compensation pécuniaire. Avec le niveau de certification **Mass Balance**, huile de palme conventionnelle et certifiée peuvent être mélangées (Migros : 0%, Coop : 6,3%, Aldi : 0%), mais la quantité d'huile de palme issue de plantation certifiée doit rester la même de la récolte jusqu'au produit fini. Permettant de réduire les coûts, cette approche est jugée particulièrement adaptée à l'huile de palme et à ses dérivés.

Sur le plan mondial, distributeurs et transformateurs se mettent généralement d'accord sur le niveau de certification le moins cher, soit l'échange de certificats. 62% de l'huile de palme certifiée est commercialisée sous certificat « Green Palm ». Les catégories « Mass Balance » et « Segregated » représentent chacune environ 18% du marché, tandis que le seul niveau de certification garantissant un certain degré de traçabilité et de transparence ne constitue, lui, que 0,14% du tout.

LIENS :

- www.voir-et-agir.ch
- Etude de PanEco sur l'huile de palme durable : <http://paneco.ch/fr/programme-de-protection-des-orangs-outans/etude-sur-lhuile-de-palme-durable>
- Déclaration internationale contre les tentatives de « greenwashing » de l'huile de palme par la RSPO : www.watchindonesia.org/8084/international-declaration-against-rspo?lang=en
- Site web de la Table ronde pour une huile de palme durable : www.rspo.org/about

